

TROISIÈME SEMAINE DE GRÈVE

Éducation : l'alerte rouge

Troisième semaine consécutive de grève dans l'éducation. La batterie de mesures annoncée par les proches du ministre de l'Éducation n'a pas dissuadé le Cnapest, l'Unpef et le Snapest qui maintenaient hier leur appel au débrayage. Les enseignants ayant été destinataires de mises en demeure ont refusé de les signer.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est une guerre à distance que se livrent syndicats et ministère de l'Éducation. Aux menaces et appels du ministre à faire valoir «l'intérêt» des élèves, les syndicats répondent par une détermination que n'ont altérée ni les menaces de ponctions sur salaires ni les mises en demeure envoyées par certaines Directions de l'éducation aux grévistes. Alors que la semaine s'annonçait sous le signe de la confrontation directe, le ministre de l'Éducation a visiblement tempéré ses propos, démentant avoir eu l'intention de radier les enseignants grévistes, destinataires de mises en demeure.

Néanmoins, des enseignants grévistes ont tout de même reçu des mises en demeure que les enseignants ont refusé de signer sur instruction de leurs syndicats. Sur le terrain, l'Unpef, le Snapest et le Cnapest attestent que la grève est toujours suivie par leurs adhérents.

Meziane Meriane, coordonnateur national du Snapest, affirmait que le mouvement se poursuivait «normalement» dans les lycées et que les propos du ministre n'ont fait qu'encourager les enseignants ayant répondu à l'appel du syndicat. Nouar Larbi, premier responsable du Cnapest, affirme qu'en réaction aux propos des proches du ministère de l'Éducation, les enseignants se sont davantage mobilisés et la grève s'est propagée à des éta-

blissements jusque-là épargnés par le mouvement. Il explique que les enseignants se sont sentis «humiliés» par les propos du ministre au moment où le syndicat était en attente de l'ouverture de négociations.

Le premier responsable du Cnapest considère que son syndicat était détenteur de propositions pouvant mener à des solutions.

Nouar atteste que des proches du ministère l'ont convaincu que les syndicats ne pouvaient être présents lors d'une réunion regroupant les syndicats et la Fonction publique. Cela, dit-il, est vrai pour une réunion devant aboutir à la signature du procès-verbal mais pas



Le syndicat de Meriane poursuit le mouvement de grève.

lorsqu'il s'agit de réunions permettant au partenaire social de développer son point de vue et

d'exposer sa vision de ce que devrait être le texte régissant les différents corps de l'éducation.

Ce que revendique le Cnapest, c'est l'ouverture de négociations tout en admettant que certaines revendications peuvent faire l'objet d'un accord sans pour autant être applicables dans l'immédiat.

La détermination est la même du côté de l'Unpef qui fait état de la tenue d'assemblées générales à travers les wilayas au cours desquelles les enseignants ont exigé la signature d'un procès-verbal de la part du ministère et non pas des promesses verbales.

L'Unpef s'est, dans un communiqué, étonné de la réaction du ministre de tutelle qui fait l'éloge du dialogue sans pour autant inviter les syndicats à une séance de travail. Unanimes, les trois syndicats qui sont sur le terrain de la contestation depuis trois semaines déjà s'étonnent de l'incapacité du ministère de l'Éducation à proposer une sortie de crise et à mettre un terme au statu quo.

N. I.

BOUIRA

Quand les menaces du ministre boostent la grève

Comme il fallait s'y attendre, les menaces du ministre de l'Éducation à l'encontre des enseignants et autres travailleurs grévistes, ont eu l'effet contraire sur le terrain, puisque ce dimanche, ce n'étaient plus les enseignants et autres travailleurs, adhérents des syndicats qui avaient appelé à la grève qui ont répondu présents, mais également ceux qui étaient jusque-là dans une position de neutralité en travaillant normalement et en ignorant superbement cette grève qui dure depuis plus de deux semaines.

A Bouira, hier, dimanche, tôt le matin, plusieurs établissements scolaires, surtout dans le moyen et le primaire, qui n'avaient pas observé jusque-là la grève, ont rejoint le mot d'ordre de grève, par solidarité avec les grévistes et pour dénoncer les menaces du

ministre de l'Éducation ; menaces du reste que M. Baba Ahmed a rejetées mais tardivement.

Ainsi, hier, au niveau de la wilaya de Bouira, du côté des lycées et d'après le chargé de l'organique du Cnapest élargi de Bouira, Djamel Benyoucef, le taux

de grève au niveau du secondaire a dépassé les 80% alors qu'il était inférieur à 70%. Le même constat est fait concernant les deux autres paliers affiliés à l'Unpef où le coordinateur de wilaya fait état d'un taux qui a dépassé les 65% alors qu'il était de 40%. Cette situation est induite par les déclarations-menaces du ministre de l'Éducation qui, au lieu d'apaiser les esprits et de répondre favorablement aux doléances des syndicats grévistes, le Cnapest, le Snapest et l'Unpef, s'en est allé avec ces menaces d'interdiction d'accès

des enseignants aux établissements.

Bien entendu, le ministre a, depuis, essayé de se rattraper en niant complètement avoir prononcé une quelconque menace à l'encontre des enseignants grévistes mais, l'information ayant déjà largement circulé, ce dimanche, l'heure était à la dénonciation de ces propos et menaces du ministre et à la solidarité agissante avec les collègues enseignants et travailleurs grévistes. Pendant ce temps, les élèves sont depuis trois semaines livrés à la rue.

Y. Y.

ILS METTENT EN DEMEURE L'EMPLOYEUR POUR LE RESPECT DES ACCORDS

Les syndicalistes de la Sécurité sociale tirent la sonnette d'alarme

Les syndicalistes du secteur de la Sécurité sociale affiliés à l'UGTA tirent la sonnette d'alarme. La déclaration sanctionnant la rencontre des cadres syndicaux de la Cnas, rendue publique hier, illustre le cri de détresse lancé par la Fédération nationale des travailleurs de la Sécurité sociale (FNTSS).

Abder Bettache — Alger (Le Soir) — Le secrétaire général, Ghalmi Mustapha, qui a présidé la rencontre, parle de «dégradation du climat social tant au niveau de la Cnas que de la Casnos», une dégradation qui se caractérise «par le mépris affiché envers le partenaire social par les gestionnaires».

La même source évoque «les actions intempestives et unilatérales des gestionnaires sans tenir compte des instructions des pouvoirs publics qui privilégient la concertation et le dialogue sociale,

sans compter la non-application de la convention collective dans ses dispositions relatives à la mise en place des commissions statutaires, des promotions internes, de l'accès aux postes d'encadrement, de l'attribution des prêts de véhicules ainsi que les retards considérables dans la confection des organigrammes des caisses et de l'actualisation de la nomenclature des postes de travail».

Face à cette situation, la Fédération nationale des travailleurs de la Sécurité sociale a indiqué «qu'elle ne saurait accep-

ter que la situation de mépris et d'ignorance à l'égard du partenaire social perdure».

«La Fédération nationale des travailleurs retraités de la Sécurité sociale (FNTSS) est disponible quant à elle mais dans le respect et la considération qui lui sont dus en tant que représentant des travailleurs à trouver avec les parties concernées une solution aux problèmes posés», lit-on dans le communiqué.

Et d'ajouter : «La Fédération nationale des travailleurs de la Sécurité sociale tient à rassurer les dizaines de milliers de travailleurs de tous les organismes de Sécurité sociale, face aux attaques malveillantes et les rumeurs pernicieuses quant à la grille des salaires annexée à la convention collective signée le 20 juin 2013.

La convention collective et ses annexes, y compris la grille des salaires a été négociée conformément aux lois en vigueur et a été approuvée et validée par tous les organes de gestion et instances concernées à tous les niveaux. Cela est un acquis irréversible.» Cela dit, la Fédération nationale



Les syndicalistes de la Cnas montent au créneau.

des travailleurs retraités de la Sécurité sociale qui a mis en demeure les pouvoirs publics pour donner suite à ses revendications a tenu à «réaffirmer sa disponibilité au dialogue et à la concertation dans l'intérêt des organismes de la Sécurité sociale mais également sa détermination dans la défense ferme des intérêts des travailleurs, elle interpelle les gestionnaires sur le refus de dialogue avec le partenaire social conformément aux lois

et réglementations en vigueur, affirme qu'elle ne saurait accepter les dépassements enregistrés et appelle le ministère de tutelle à veiller à la mise en œuvre des instructions des pouvoirs publics concernant la primauté du dialogue et la concertation avec les représentants des travailleurs».

Pour le SG de la fédération, la balle est dans le camp de l'employeur.

A. B.

Mise au point de la CNR

Suite à l'article paru dans votre quotidien n° 7094 du mercredi 5 février 2014, en page 4 intitulé : «Revalorisation des pensions de retraite : la CNR propose un taux de 16%», l'administration de la CNR porte à votre connaissance que le conseil d'administration, lors de sa réunion du 3 février 2014, n'a jamais abordé ce point qui, d'ailleurs, ne figurait pas à l'ordre du jour de cette séance.

La Direction générale de la CNR